



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 17 NOVEMBRE 1984

N° 276

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F 00

Editorial

ATTAQUE DU GOUVERNEMENT CONTRE LES TRAVAILLEURS : IL FAUT RI- POSTER !

En Martinique, le cartel des fonctionnaires et le Parti Communiste Martiniquais ont publiquement pris position contre toute baisse des salaires des travailleurs des services publics et assimilés.

Signalons que ce problème qui est résumé de façon lapidaire sous l'expression de « problème des 40 % » est plus grave que cela. Les propagandistes de l'administration coloniale, laissent croire qu'il s'agit d'attaquer quelques hauts salaires particulièrement privilégiés qui bénéficient des 40 %, ceux des hauts cadres de l'administration, par exemple. Mais il ne s'agit pas de cela ; il s'agit d'une économie importante, d'une véritable ponction que le gouvernement veut réaliser en prenant l'argent des travailleurs des PTT, des Hôpitaux, de l'EDF, des ouvriers d'Etat, et de l'Education nationale, etc... Et dans ce cas là pas seulement des enseignants, mais aussi des agents de l'Education nationale. C'est une attaque en règle contre les travailleurs.

En Guadeloupe, les syndicats CGT de la fonction publique se sont réunis le 6 novembre et ont pris position contre la décision arbitraire du gouvernement de bloquer la partie de salaire constituée de la prime de vie chère, pour les travailleurs des services publics et assimilés. Ils ont en même temps pris position contre toute atteinte au salaire des travailleurs de la fonction publique. Quelque temps après, une inter-syndicale qui regroupe plusieurs syndicats autres que la CGT notamment l'UIG-CFDT, la FEN, le SNC etc., devait prendre position aussi contre la réduction des salaires.

Mais, une certaine confusion demeure dans la position des syndicats. Certains notamment se déclarent prêts à des négociations et discussions avec le gouvernement pour définir l'ensemble des salaires et mettre sur pied un véritable indice des prix etc... qu'y a-t-il derrière de tels propos ? Que s'agit-il de négocier réellement ? Pourquoi cette ambiguïté ?

La situation est claire, nette et simple : le gouvernement veut attaquer les salaires de la fonction publique et secteurs annexes. Il n'y a pas à négocier là-dessus : il faut s'y opposer, point ! Par tous les moyens. Et tenir des propos parlant de négociation, c'est une façon de démobiliser les travailleurs d'avance. Au contraire, il faut faire remarquer aux travailleurs, qu'en réalité le gouvernement n'a aucune intention de négocier quoi que ce soit : la preuve, c'est qu'il a décidé du gel des primes pour le premier

Suite page 3

Martinique :

Le cynisme des riches



C'est l'Etat des riches qui organise la vie chère !

Au cours des 10 mois qui viennent de s'écouler, l'inflation a atteint pas moins de 7,8 % ce qui correspond à une perte de salaire de 250 francs pour un salaire minimum (SMIC) de 3500 francs brut, donc 3200 francs net. Face à cette situation, le patronat et son gouvernement, n'ont pas cessé de s'attaquer aux initiatives prises par les travailleurs en faveur d'un réajuste-

ment de leur pouvoir d'achat.

Ainsi, Figuières le patron des éboueurs en grève déclarait à RFO que son personnel était très bien payé et ne demandait que des revendications exagérées.

Tout récemment les fonctionnaires faisant entendre leurs voix contre l'amputation de leur pouvoir d'achat, se sont vu traiter eux aussi, mais cette fois par l'Etat de « nantis » de « planqués de l'emploi » et de « privilégiés », et cela quand on sait que bon nombre, d'entre eux sont logés dans des catégories pas très rémunérées comme c'est le cas des préposés des PTT, ou tout simplement des agents de service.

Les véritables nantis, ceux dont on prend grand soin de ne pas parler sont bien ailleurs. Ceux des « gros coups » tel un Bernard Hayot qui se payait d'un chèque le Monoprix ; ceux de la chaîne Prisunic qui viennent de s'offrir le récent libre-service Carrefour-Eco ; ceux de Mammouth qui pour la bagatelle de quelques milliards se sont « payés » K-Dis qui lui il n'y a pas si longtemps de cela s'était implanté en lieu et place de Prisunic.

Et on pourrait continuer encore longtemps à énumérer cette valse de capitaux au pays des grandes et des grosses affaires.

Le patronat en fin de compte ne veut que faire diversion en utilisant comme paravent la lutte des travailleurs. Et en retour avoir les coudées franches pour ses manœuvres, transactions, combines et compagnie: Et l'Etat est là pour les y aider !

Guadeloupe :

LES TRAVAILLEURS DE LA CGM EN GREVE

Les employés de la CGM ont repris leur grève et refusent de traiter les bateaux qui arrivent au port.

Ils avaient fait un premier mouvement de grève au début du mois d'octobre pour exiger que soient sanctionnés par la direction de la Compagnie Générale Maritime, les deux officiers du navire Fort-Fleur-D'Épée qui avaient agressé un employé.

Cet employé, Fernand Petapermal, est un militant syndical du MASU. Cette agression avait eu lieu le 28 juillet.

Face à la détermination des grévistes, la direction avait affecté les deux officiers sur une autre ligne que celle des Antilles.

Mais cette sanction temporaire, et le fait que le conflit n'ait pas été réglé totalement par la reconnaissance de la

culpabilité des agresseurs, n'a pas satisfait les employés. Ils avaient interrompu leur grève en attendant que des mesures soient prises. Mais la grève a repris cette semaine. Les employés et leur syndicat le MASU sont décidés à obtenir ce qu'ils demandent, à tenir bon malgré la présence sur le port de camions de gendarmes comme ce fut le cas Lundi matin.

L'UPLG : POUR LA BAISSSE DES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Parmi les anti-colonialistes, certains de ceux qui veulent l'indépendance de la Guadeloupe pour plus tard, l'UPLG et les syndicats qu'elle contrôle, ont pris position pour baisser les salaires des travailleurs. Ils ont entrepris de convaincre la population et les travailleurs qu'il fallait supprimer ce qu'ils appellent des privilèges coloniaux. Ce sont des gens qui ont « la morale » à la bouche, mais qui sont aussi pour un grand nombre d'entre eux des possédants, en tout cas parmi les principaux dirigeants.

Ils défendent aujourd'hui la future classe dirigeante et possédante de demain. Les voilà aidant par leur propagande le colonialisme à s'attaquer à une catégorie de travailleurs. Pourquoi le font-ils ?

Parce que demain, si la Guadeloupe est indépendante, ils auront besoin, si c'est eux qui dirigent, et si c'est les classes possédantes qui dirigent le pays, d'imposer aux travailleurs des sacrifices, un état de sous-consommation. Eux aussi invoqueront les besoins de l'économie, tout comme la bourgeoisie

impérialiste d'aujourd'hui. Parce que si demain la Guadeloupe devient indépendante, du fait de ses faibles possibilités économiques, la bourgeoisie nationale, que défend et représente l'UPLG, ne pourra conserver un niveau de vie élevé que sur la base d'une exploitation renforcée des travailleurs. En somme les dirigeants de l'UPLG veulent apprendre dès aujourd'hui aux travailleurs à se serrer la ceinture pour demain.

Mais les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter une telle position. Le problème des salaires aujourd'hui, dans la situation telle qu'elle est et le problème des salaires dans une Guadeloupe indépendante demain, sont deux choses différentes. Si la Guadeloupe est indépendante, et que des sacrifices sont nécessaires pour créer une économie permettant à la population de vivre décemment, il ne sera pas question de tolérer qu'il y ait des riches et des possédants. Tous les biens économiques devront être au service de l'ensemble de la population laborieuse et il s'agira d'abolir la propriété privée des moyens de production. Ou les travailleurs réussiront à imposer cela, et les sacrifices, ils les imposeront aux riches, et organiseront l'économie au profit de la majorité

de la population. Ou alors, conformément à ce que veut aujourd'hui la direction de l'UPLG, nous aboutirons à un Etat dirigé par les possédants, la petite-bourgeoisie aisée, et ces gens-là constitués en classe dominante, vont alors imposer des sacrifices énormes à la population laborieuse pour maintenir leurs privilèges et leurs biens.

Le fait qu'une organisation qui est indépendantiste prend une position contre une catégorie de travailleurs, doit alerter les travailleurs : la simple affirmation d'être indépendantiste ne veut pas dire qu'on soit contre l'exploitation ! Cela doit alerter aussi les sympathisants et les militants de l'UPLG, elle-même (en particulier ceux qui sont dans certains syndicats de l'UGTG). Parce que sous couvert, de prendre position contre un prétendu privilège colonial, l'UPLG va s'associer à une opération qui consistera à baisser les salaires des travailleurs des PTT, des Hôpitaux, ouvriers d'Etat, etc. Ce n'est quand même pas la preuve que cette organisation se bat farouchement contre l'exploitation, et veut conduire les travailleurs au pouvoir dans une Guadeloupe indépendante demain. Ceci mérite d'être discuté et approfondi dès maintenant.

Martinique : CATASTROPHE NATURELLE, OUI, MAIS AIDÉE PAR L'INCURIE COLONIALE

Routes coupées, maisons inondées, glissements de terrains, c'est le visage que présentait la Martinique après une semaine de pluies incessantes qui ont culminé pendant le week-end de la Toussaint.

Devant le lourd bilan (il y a eu 3 morts, des milliers de tonnes de bananes perdues, des maisons détruites et des dizaines de sans-abri), on a proclamé 11 communes sinistrées, surtout dans le Centre de la Martinique, parmi ces communes, Fort-de-France, le Robert, Lamentin, le Lorrain.

Alors bien entendu, on accuse la fatalité. Et c'est vrai qu'il a beaucoup plu ces jours derniers. Mais la pluie n'explique pas tout. Car l'incurie, l'imprévo-

yance et les malfaçons ont beaucoup aidé à alourdir ce bilan. Si le réseau routier a subi de pareils dégâts, c'est qu'il est très mal entretenu : faute d'argent, les caniveaux ne sont pas récurés et sont obstrués, ce qui fait qu'à la moindre pluie sérieuse, l'eau envahit la route.

Un autre cas, la fameuse cité Mansarde-Catalogne au Robert, construite sur un terrain marécageux. Il y a régulièrement des inondations dans ce secteur. L'eau est montée à un mètre cinquante de haut. Le terrain de Mansarde Catalogne fut acheté par la SIMAR à un prix faramineux à l'époque (il y a 12 ans) entre les mains de Hayot, sous la bénédiction du Premier Adjoint Mai-

tre Lucine, conseiller général de la commune, et...avocat de la SIMAR.

C'est parce qu'il y a de tels cas douteux qu'après cela la population paie les pots cassés.

Il faut signaler qu'après cela le Conseil général, Michel Renard en tête ont accusé le directeur de la DDE d'incompétence, parce que les caniveaux des routes étaient bouchés et que cela avait aggravé l'inondation ! Ces messieurs font semblant de découvrir les problèmes aujourd'hui. Ils oublient qu'à chaque pluie sérieuse, c'est le même problème. Et que des inondations pareilles ont déjà eu lieu sous les gouvernements de droite sans qu'ils se soient sentis le besoin particulier d'attaquer la DDE.

Méfais d'un capitaliste de la banane

DIVISER POUR REGNER (Buttel, Blondinière)

Le mercredi 31 octobre et le lundi 5 novembre nous avons fait grève pour réclamer d'être payés 11 heures au lieu de 9 les jours de coupe.

Les raisons de notre mouvement : les camarades transporteurs après avoir travaillé le matin et une heure et demie l'après-midi, ce qui leur permettait de gagner plus de 16 heures pour la journée sont partis. Et voilà que P. Buttel décide pour punir les camarades coupeurs et arrimeurs et surtout pour les dresser contre les camarades transporteurs, de ne leur donner qu'une heure. Ce qui fait en tout 9 heures pour toute la journée. Et le propriétaire d'ajouter que ce sont les camarades transporteurs qui nous empêchent de gagner plus. Ceci se passait le mardi 30 octobre.

Le lendemain, notre mouvement a été unanime. Personne n'a travaillé. Et le lundi, après les congés de la Toussaint le mouvement a repris. Cette fois, un seul travailleur qui se croit plus proche de Buttel que de nous a travaillé.

Le propriétaire refuse de nous donner satisfaction. A savoir nous payer 11 ou 12 heures les jours de coupe. Nous lui avons alors proposé de nous payer 8 heures pour 6h-12h15. Il refuse également.

Finalement, il nous a promis une ré-

ponse pour le 10 novembre.

Nous l'attendons de pied ferme, car nous ne sommes pas prêts à renoncer à notre revendication.

BUTTEL : UN ESCLAVAGISTE QUI S'EST TROMPE D'EPOQUE. (Blondinière)

Le mardi 23 Octobre, les camarades transporteurs après avoir transporté entre 210 régimes pour certains et 280 pour d'autres le matin, et avoir donc perçu un salaire d'une journée et demie à 2 jours, ne sont pas venus travailler l'après-midi. Il faut transporter 140 régimes pour gagner une journée.

Cela a suffi pour que P. Buttel leur envoie une lettre recommandée qu'ils ont reçue le 29. Dans cette lettre le propriétaire menace de licencier ces camarades s'ils restent chez eux se reposer comme on a envie de le faire après avoir transporté sur l'épaule 210 à 280 régimes de bananes pesant plus de 40 kilos chacun.

On comprend pourquoi Buttel est aussi furieux. Il gagne à ce que les camarades fassent plusieurs tâches. Car ainsi il ne verse qu'une cotisation pour 3 heures de travail alors que les camarades travaillent pour un salaire de 16 heures et plus.

Cet exploiteur est vraiment digne des pires esclavagistes. Mais voilà, il s'est trompé d'époque.

Guadeloupe : Tract du comité de soutien pour la libération de Olimé et Eugénie.

**AUX JEUNES, AUX FEMMES
AUX TRAVAILLEURS ET A
TOUS LES DEMOCRATES DE LA
RUE RASPAIL. (Tract diffusé dans
le quartier Bas de la Source).**

Cela fait plus de trois mois que deux jeunes bien connus du quartier, Fritz EUGENIE et Jocelyn OLIME sont enfermés dans les geôles. Selon les informations actuellement en notre possession, ces deux jeunes seraient emprisonnés parce que semble-t-il, les gendarmes auraient trouvé dans une cabane appartenant à l'un d'entre eux des substances explosives. La cabane en question est ouverte en permanence et n'importe qui aurait pu y déposer ces substances explosives. En conséquence il n'est absolument pas certain que celles-ci aient été déposées là par Eugénie et Olimé

En France, de tels faits n'auraient valu à leurs acteurs qu'une simple mise sous contrôle judiciaire, et non pas une détention longue comme c'est le cas pour Eugénie et Olimé. Mais dans la colonie où nous sommes, la justice et les autorités coloniales n'hésitent pas à fouler au pied leurs propres règles et lois.

Même si Eugénie et Olimé se révélaient être ceux qui ont effective-

Guadeloupe :

SITUATION DES EMPRISONNÉS.

Lundi 12 novembre, la demande de mise en liberté provisoire de Joël Nanquin, Humbert Marbœuf, Henri Péra-tout, Marie-Line Peter, Parfait Aquaba et Raymond Gopy, a été refusée par la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Basse-Terre.

Le lendemain, c'était le cas de Simone Faisant-Rénac, Charles Rénac, Jacques Griselin, qui étaient présentés devant la cour d'appel. Celle-ci a décidé la mise en liberté provisoire de Charles Rénac, et le maintien en prison de Simone Faisant-Rénac et de Jacques Griselin.

Au début du mois de septembre, le tribunal avait décidé la mise en liberté provisoire de Max Safrano et de Leïla Cassubie, après près de dix mois d'incarcération. Les emprisonnés à qui la liberté provisoire a été refusée sont incarcérés depuis onze mois. Ceci alors que selon la loi française, la détention pour faciliter l'instruction des dossiers devrait être de quatre mois, avec éventuellement une prolongation de deux mois, pour compléter les dossiers.

Pourquoi huit des prisonniers ont-ils vu leur demande de mise en liberté provisoire refusée après 11 mois de prison, alors qu'elle a été accordée à trois d'entre eux ? Tout cela est bien obscur.

Exigeons la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers liés à des affaires politiques.

Signalons qu'outre les affaires de ces 8 prisonniers arrêtés après les attentats de novembre 1983, il y a aussi deux autres personnes dont un militant de la Jeunesse Communiste emprisonnées : il s'agit de Jocelyn Olimé et de Fritz Eugénie. Quatre militants anti-colonialistes sont dits « en fuite ». Il s'agit de Max Céleste (Combat Ouvrier), Henri Bernard (MPGI), Luc Reinette (MPGI), et Michel Sidney.

ment placé ces substances dans la cabane, ils mériteraient notre soutien et notre solidarité. Car combien de blancs habitant la Marina, Dampierre ou autres lieux résidentiels possèdent fusils, armes de guerre en tout genre, ne sont pas inquiétés ni emprisonnés. Les autorités coloniales et la justice considèrent que tous ces messieurs pour la plupart exploitent et partisans du système colonial, ont le droit eux de se protéger et de se défendre.

Aux jeunes, aux fils et filles du peuple, aux travailleurs et chômeurs elles refusent ce droit.

Nous, membres du comité, affirmons que c'est une nécessité pour les jeunes, les chômeurs et les travailleurs de se préparer à riposter sur tous les plans aux mauvais coups que préparent tous les blancs armés, gendarmes et CRS. C'est pourquoi nous qui sommes déjà constitués en comité, apportons notre soutien sans condition à Fritz EUGENIE et à Jocelyn OLIME.

Exigeons leur libération immédiate.

Comité pour la libération de OLIME ET EUGENIE.

Le 10 Novembre 1984

Martinique : FIGUIERES, C'EST PAS FINI

Judi 8 dernier, une nouvelle réunion entre la direction et les représentants du personnel a eu lieu. Forts de leur récente victoire, ceux-ci ont fait comprendre aux représentants de Figuières qu'ils n'entendaient pas s'arrêter aux acquis de leur dernier mouvement.

Car bien des points restent en suspens dans cette entreprise. Tout en ayant pignon sur rue, Figuières fait partie des employeurs les plus féroces en ce qui concerne l'exploitation et des moins respectueux pour ce qui est de la législation du travail. Ce qui va souvent

de pair d'ailleurs !

Par exemple, les heures de nuit sont payées au même taux que les heures normales, dans cette société où des équipes de travail commencent à partir de 2 h du matin leur journée d'exploitation.

Quand à la sécurité des travailleurs ou la qualité de leurs outils, ce sont des notions inconnues de cet individu.

Ce sont pourtant principalement à ces questions que les salariés de l'entreprise ont décidé de s'attaquer.

Et bien que la direction ait ra-

baissé son caquet, elle semble vouloir continuer à biaiser en proposant par exemple de changer les horaires de travail en retardant le début de 2 h à 5 h pour éviter de payer les heures de nuit ; ou en proposant de s'aligner sur la Mairie de Fort-de-France en ce qui concerne l'attribution du 13e mois.

Mais au lieu de démobiliser par cette méthode les salariés, Figuières ne fait que renforcer leur détermination risquant d'ailleurs de s'en mordre une nouvelle fois les doigts.

SMIC-DOM : 20 % MOINS ÉLEVÉ QU'EN FRANCE

Le SMIC particulier aux DOM vient d'augmenter. Mais il reste de 20 % inférieur au SMIC valable en France. La simple existence d'une telle différence démontre l'hypocrisie des discours des Lemoine et Cie. Et le fait qu'ils se parent d'une étiquette socialiste ne les distingue guère de ce que faisaient leurs prédécesseurs de droite qui tenaient le même genre de discours. Ces gens-là sont payés pour défendre les intérêts de la classe des possédants. Un point

c'est tout. Mais leurs jongleries concernant les problèmes politiques dans les DOM sont quelquefois drôles. Quand ça les arrange, ils invoquent «l'unité nationale» pour imposer une mesure défavorable à la population. Lemoine veut supprimer les abattements sur les impôts, les primes de vie chère, il s'écrie alors : «les DOM c'est la France, il n'y a pas de raison qu'il y ait des particularismes etc». Quand il s'agit du SMIC

qui est inférieur à celui de la métropole, il s'écrit au contraire : «tenez compte des particularités locales etc».

Qu'ils s'appellent Lemoine, Dijoud, Stirn ou autres, tous ces ministres des DOM, par leurs contorsions et leurs grimaces, par les contradictions de leurs discours, montrent bien qu'ils sont les valets de la classe dominante, c'est à dire la classe bourgeoise, à qui ils doivent plaire à tout prix.

Guadeloupe :

Grève des employés du service d'hygiène

de la DDASS

Les employés du service de l'hygiène du milieu de la DDASS ont fait une grève de 48 heures, lundi 12 et mardi 13 novembre, ils demandaient la titularisation des auxiliaires. Les autres revendications portaient sur les conditions d'hygiène dans le travail : visite médicale pour tous, meilleure hygiène dans les dépôts.

Actuellement, les menaces de licenciement sont nombreuses dans tous les secteurs, et les auxiliaires sont les premiers menacés, comme l'a montré la grève des travailleurs des PTT la semaine dernière, contre la menace de licenciement de 20 de leurs camarades auxiliaires.

ELF-GRAND-CAMP : GREVE !

Elf Grand Camp : les employés à la pompe et au garage sont en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail depuis plus d'une semaine.

Martinique :

BELLE FONTAINE réflexions d'un usager du littoral.

Pendant plusieurs mois, les toupies de béton circulaient en direction de Belle-Fontaine et des blocs de béton ont été constitués grâce au travail des ouvriers à qui l'on demandait de travailler la nuit en heures supplémentaires.

Pendant des mois, des spécialistes en tout genre ayant semble-t-il exercé en Chine, ont contribué à construire la paroi située au bas de la falaise de Belle-Fontaine.

Pendant des mois, les usagers de cette route ont été gênés. Pendant des mois, il fallait numéroter les rochers, faire des saignées pour canaliser l'eau des pluies et de la terre.

Et il a suffi qu'il pleuve pendant moins d'une semaine pour qu'un malheureux bloc de pierre de la dimension d'un bloc de béton se détache, dévale la falaise et entraîne dans son mouvement une vingtaine de blocs de béton, mettant en danger la vie des usagers.

Que d'argent dépensé pour arriver à zéro.

On entend souvent dire qu'il n'y a pas d'argent. Mais on en a trouvé pour construire cette paroi et on en trouvera encore pour la reconstruire et engraisser des capitalistes du bâtiment.

Alors qu'il serait si facile au départ de bombarder de la mer ou miner ces rochers, de les faire tomber, de relever le niveau de la route et de la rétablir.

Cela prendrait probablement moins de temps, nécessiterait moins d'argent et nous protégerait de la mer.

De cela, les «décideurs» de la DDE sont bien incapables. Routiniers qu'ils sont de servir le grand capital.

Echos

des entreprises de commerce (Guadeloupe)

MOBILISONS NOUS POUR IMPOSER AUX PATRONS DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Au mois de Février, le gouvernement avait décidé que les salaires des travailleurs ne devaient pas augmenter de plus de 5,5 % cette année. Il avait prétendu que la hausse des prix serait du même taux. Mais en réalité, nous nous apercevons bien qu'elle est supérieure à ces 5,5 %. L'indice officiel pourrait atteindre 8 % d'ici la fin de l'année. C'est pourquoi le MASU a appelé les employés de commerce à revendiquer des augmentations de salaire de 3 %.

Les patrons, eux ne veulent accorder que 1,70 % ce qui ne rattrape pas la hausse des prix. Si nous n'imposons pas notre volonté aux patrons, nous verrons donc encore notre pouvoir d'achat baisser cette année.

Samedi 3 novembre, les employés des établissements Reynold ont fait grève pour exiger des augmentations. Nous aussi employés des autres supermarchés pouvons imposer aux patrons une augmentation qui nous permettrait au moins de faire face à la hausse des prix.

Patrons et gouvernement veulent s'entendre pour réduire encore notre niveau de vie.

Entendons nous pour imposer un salaire correct.

Depuis jeudi 15 novembre, les travailleurs des magasins à grande surface se mobilisent pour imposer aux patrons l'augmentation de leurs salaires de façon substantielle.

Une grève a d'ailleurs commencé aux Nouvelles Galeries ce jeudi même.

Échos des hôpitaux (Martinique)

HOPITAL FORT DE FRANCE :

NOS 25 %

Depuis la menace qui pèse sur les 40 % de vie chère attribuée aux fonctionnaires bon nombre d'entre nous s'interrogent sur l'avenir de nos 25 %.

Il est légitime de s'inquiéter.

Car voilà un gouvernement qui vient de réduire le budget de fonctionnement de 85 et qui en même temps a annoncé une réduction de 3000 postes sur le total des effectifs.

Avec lui donc, il faut s'attendre à tout. L'arnaque est déjà trop grosse. N'attendons pas qu'il nous fasse d'autres entourloupettes.

HOPITAL FORT DE FRANCE :

IL NE FAUT RIEN CACHER

Zobda a voulu nous faire croire que l'écart entre le salaire moyen des médecins et celui du personnel non-médical n'est pas très grand. Il cherche à démontrer ainsi que nous touchons un salaire élevé.

Ce qu'il devrait nous dire, c'est la différence entre un salaire moyen à l'hôpital et le sien. Sans cacher les avantages en nature et primes de toutes sortes qui lui reviennent. Chiche !

SUITE DE L'ÉDITORIAL

janvier de façon autoritaire et unilatérale, pour mettre les syndicats sur la défensive. A une telle attitude, il y a une seule réponse : c'est la solidarité dans la lutte de l'ensemble des travailleurs, mobilisation sur deux axes : le refus de toute atteinte au salaire des travailleurs de la fonction publique et de tout autre travailleur de l'Etat, et l'augmentation immédiate des salaires de tout le secteur privé. Il faut dénoncer les pleurmicheries hypocrites sur les difficultés de l'économie etc. Les capitalistes guadeloupéens et martiniquais sont des gens qui exploitent les travailleurs, mènent une vie facile et d'une grande aisance. Eux, leur famille, possèdent des appartements en France, en Floride, en Guadeloupe, participent à de nombreuses affaires, et ceci aussi bien dans le cas des moyens capitalistes locaux que des grosses entreprises françaises.

Et ces gens là tiennent leur aisance des faibles salaires qu'ils consentent aux travailleurs. Alors, qu'on ne vienne pas chanter aux travailleurs la chanson du «salut de l'économie». L'économie marche très bien pour les riches, la preuve,

c'est qu'ils ne se privent de rien, et que la consommation des produits de luxe se porte très bien en Martinique et en Guadeloupe.

Seulement, tous ces gens là ne veulent pas prendre sur leurs profits pour qu'au minimum, les travailleurs aient un salaire à peu près décent.

Ce n'est donc pas la baisse des salaires des travailleurs de la fonction publique qui va améliorer le sort des travailleurs du privé, bien au contraire. On verrait alors tous les commerçants de la place arguer de cette baisse pour dire qu'il font des mauvaises affaires, pour bloquer ou baisser les salaires de leurs employés. L'attaque du gouvernement contre une catégorie de travailleurs est un fait extrêmement grave. Si elle va jusqu'au bout, elle aura des conséquences néfastes pour tous les travailleurs.

Pour la faire reculer, il faut utiliser un langage qui est le seul qui soit entendu dans cette société pourrie, celui de la force. Aux travailleurs donc de se donner la force de riposter.

France : UN PATRON D'UNE ENTREPRISE DU BATIMENT FAIT ASSASSINER UN TRAVAILLEUR TURC.

Un patron d'une entreprise de bâtiment en France fait assassiner un travailleur Turc qui n'était pas payé depuis quatre mois. Dans une petite ville, un jeune chômeur tire dans un café, tuant deux travailleurs turcs et en blessant quatre autres gravement.

Ces deux séries de meurtres racistes et anti-ouvriers, ont provoqué l'indignation de la population laborieuse de France. Des manifestations importantes ont eu lieu. Dans la petite ville de Martigné Ferchaud toute la population a défilé silencieusement avec les travailleurs turcs pour protester contre l'attentat raciste. Bien sûr, le jeune qui a tué au nom du racisme, sera emprisonné. Mais des gens comme les Le Pen, qui agitent le racisme, le soulèvent, lui

donnent son expression politique, ceux-là ne sont pas inquiétés. Ils ont droit à la radio, à la télévision, aux journaux, pour déverser leur venin contre des travailleurs dits «étrangers». Mais le même Le Pen qui ne veut pas de travailleurs dits «étrangers», voulait autrefois le maintien du colonialisme en Algérie. Lui ne sera pas poursuivi, ni enfermé.

Oh, bien sûr, il ne prendra pas un fusil pour aller tirer sur des travailleurs non Européens, trop prudent pour cela. Mais il incite d'autres à le faire par ses propos. Mais les visées des Le Pen, des gens de droite en général, les Chirac, Barre et Cie, qui sont leurs alliés, ne se limitent pas à faire partir des travailleurs «étrangers». Ce qu'ils veulent, c'est mettre au pas les travailleurs de

France pour leur faire payer la crise.

Bien que le gouvernement soi-disant socialiste réalise déjà une partie de leur programme, ils estiment que ce n'est pas assez. Il faut aller plus loin. Mais la politique que mène le gouvernement ne facilite-t-elle pas les entreprises néfastes de cette droite et extrême-droite musclées ?

Alors, quand Mitterrand, ce représentant des intérêts de la bourgeoisie et des possédants, cet ancien partisan de la guerre coloniale en Algérie, ce membre d'un parti qui, au gouvernement a envoyé et envoie encore des CRS et gendarmes contre les travailleurs, vient verser sa larme, cela ne peut que provoquer l'indignation et le mépris des travailleurs.

Capesterre-Belle-Eau : LES EMPLOYÉS TEMPORAIRES DU SERVICE TECHNIQUE MANIFESTENT.

La commune de Capesterre B-E a été le théâtre, vendredi 9 novembre, d'une manifestation des employés non titulaires (temporaires) des services techniques. Ils se sont regroupés devant la mairie ce matin-là et en ont bloqué l'entrée, ainsi que celle du service technique qui se trouve à l'ancienne usine Marquisat.

Le Maire, Gérard Lauriette s'est alors adressé à eux en leur disant qu'il croyait bien faire en donnant du travail à près d'une centaine de chômeurs et qu'il se rend compte qu'il a mal fait, qu'il n'a plus d'autorité dans la commune et qu'en conséquence, si les manifestants le veulent, il donne tout de suite sa démission et propose à son conseil municipal d'en faire autant. Deux personnes seulement ont répondu oui.

Après donc discussion, les travailleurs ont arrêté leur mouvement. Car en fait, il n'avait pas été décidé de les licencier mais seulement de les suspendre jusqu'à ce que les caisses de la commune permettent à nouveau de les embaucher. Une quarantaine de ces employés avaient été embauchés en avril 83, les autres plus tard en début 84. Et il avait été convenu avec eux au moment de leur embauche, qu'il y aurait un roulement entre eux et que d'autre part ils seraient suspendus à

chaque fois que les finances municipales ne permettraient pas de les payer. En fait tout s'est bien terminé le vendredi matin même.

Par contre, ce mouvement des employés de la mairie a mis en mouvement tous ceux qui lorgnent sur la mairie.

C'est ainsi qu'un ancien candidat aux élections municipales, Proviseur d'un Lycée de P-A-P, s'est présenté devant l'entrée du service technique en demandant aux employés de lui confier leur défense. Il a également déclaré que l'actuelle municipalité est incompétente qu'elle dilapide les finances de la commune. Un autre candidat, lui, ancien adjoint de Delacroix a parlé également de l'incompétence de l'actuelle équipe.

En fait tout ce beau monde est furieux parce que le conseil municipal de Capesterre est composé en grande majorité de travailleurs, de gens du peuple, de femmes et d'hommes travailleurs. De ces gens dont les politiciens pensent que leurs places se trouvent dans les entreprises et non pas à la direction d'une commune. Et c'est pour cette raison qu'ils n'arrêtent pas de parler de «l'incompétence» de l'actuelle municipalité.

Ces deux personnes sont toujours prêtes à parler de défense des intérêts des travailleurs, mais en réalité c'est leur propre ambition qu'ils veulent satisfaire.

De toute façon l'équipe municipale, qui regroupe des travailleurs d'opinions différentes, mais tous soucieux de la défense des intérêts des pauvres, ne doit pas se laisser impressionner par la campagne anti-Lauriette.

Elle doit prendre conscience aussi qu'elle n'informe pas suffisamment largement la population de ce qu'elle fait.

Cela facilite le travail de ceux qui s'opposent à la municipalité telle qu'elle est, c'est-à-dire, celle des travailleurs de Capesterre.

D'autre part si les travailleurs des services techniques en sont venus à manifester pour se faire entendre, de cette façon, cela veut dire qu'ils n'ont pas pu le faire autrement.

Cela veut dire que entre les employés des différents services municipaux et les responsables de la municipalité il n'y a pas de communication directe démocratique et régulière.

Il faut donc prendre cette manifestation pour un avertissement. Il ne suffit pas dire que la municipalité est composée de travailleurs pour qu'elle soit vue comme celle de tous les travailleurs. Il y a des efforts à faire dans le sens d'une participation plus réelle des travailleurs à ce qui se fait et se décide au sein de la municipalité.

Fort de France : lettre d'un lecteur.

Nous avons reçu d'un travailleur du centre hospitalier de Fort-de-France la lettre suivante :

«Après avoir supprimé la prime de résidence, le gouvernement souhaite nécessaire de rogner sur les 40 % de vie chère. Si l'État a besoin d'argent, il sait très bien où aller en chercher et non pas prendre pour cible les travailleurs des D.O.M. en les trompant : «cela servirait à la protection sociale, les congés et le logement».

Puisque c'est un problème de finances, pourquoi, lors du débat de la récente Assemblée Nationale n'a pas été évoqué le nombre de voyages que fait monsieur le Président Mitterrand ? N'est-ce pas là du gaspillage ? Voilà un menu que le secrétaire d'état devrait analyser de plus près, et laisser en paix le salaire des fonctionnaires...

Aujourd'hui, le mot-clé, c'est rogner, demain, ce sera ronger davantage pour arriver à la suppression, mot définitif. Difficile de nous tromper quand nous avons en mémoire la vignette-auto transformée en véritable impôt !

Dans le département, c'est monsieur Darsières qui trouve que la solution de Monsieur Lemoine est bonne ! Pourquoi ? Parce qu'il ne s'est jamais présenté du côté des travailleurs du pays. C'est un homme «fantoche».

La proclamation de Lemoine, c'est pour nous faire amorcer un virage dangereux. Fonctionnaires des DOM nous devons nous tenir prêts à manifester contre sa mauvaise revendication (d'ailleurs la plus mauvaise de l'année 1984), jusqu'à ce qu'il change d'avis, car demain, nous risquons d'être nus dans la rue, avec ce gouvernement actuel.»

POINTE-A-PITRE : REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER.

Le Vendredi 30 Novembre, à partir de 19 heures, Combat Ouvrier organise une réunion publique à la salle Rémy Nainsouta à Pointe-à-Pitre.

Le thème de cette réunion : «Face au problème de l'indépendance, où se trouve l'intérêt des travailleurs ?»

Demandez votre carte de participation aux militants et aux vendeurs du journal.

PARLONS DES RICHES ET DES PRIVILÉGIÉS

Pendant que les ministres hypocrites, préfets et autres hauts fonctionnaires, nous bassinent avec les grands «privilèges» des salariés de la fonction publique, en France, le PDG des avions Dassault gagne 30 millions de centimes par mois. Dans un certain nombre d'entreprises, les hauts cadres, les Présidents Directeurs Généraux, ont plusieurs millions de revenus par mois. Récemment, une femme de ce milieu de riches a dépensé 400 millions de centimes au jeu en une seule soirée.

Dans une vente aux enchères à Monaco, un meuble ancien a été vendu 1 milliard et demi de centimes, etc.

Tous ces hauts fonctionnaires, ces ministres et Cie, chefs de services, cadres, tous ceux qui ont la bouche pleine de propos sur la défense de l'économie, les sacrifices nécessaires, etc., sont tous des gens dont le salaire représente plusieurs fois celui des travailleurs de la fonction publique, même avec les 40 %.

Alors si la chasse aux richesses et aux privilèges est ouverte, autant ouvrir tous les comptes ! On verra alors où et qui sont les privilégiés.

Nous disons «chiche» à Lemoine et aux capitalistes de tous poils !

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de..... mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour. B.P 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728